

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 12 août 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 14 août 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Syndicat Interdépartemental mixte pour l'équipement rural (SIMER) - Déchetterie de
Lussac-les-Châteaux**

31 rue des Clavières
86500 Montmorillon

Références : 2025 1113 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007204825

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 août 2025 dans l'établissement SIMER - Déchetterie de Lussac-les-Châteaux - implanté au lieu-dit La Boyge Salée 86320 Lussac-les-Châteaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action locale concernant les sites à déclaration soumis à contrôle périodique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat interdépartemental mixte pour l'équipement rural (SIMER) - Déchetterie de Lussac-les-Châteaux
- Lieu-dit La Boyge Salée 86320 Lussac-les-Châteaux
- Code AIOT : 0007204825
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux est soumise au régime de la déclaration, conformément à l'arrêté complémentaire n° 2013-DRCL/BE-107 du 25 mars 2013 lui accordant le bénéfice de l'antériorité.

Thèmes de l'inspection : contrôles périodiques et risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé

ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Cuvettes de rétention	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 2.7	Demande d'action corrective	7 jours
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Localisation	Arrêté ministériel du 27 mars	Demande d'action	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des risques	2012, annexe I, point 4.1	corrective	
6	Réseau de collecte	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 5.2	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 4.2
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 5.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La borne à huile doit être maintenue en toute circonstance sur une aire de rétention étanche. Le réseau de collecte des eaux n'est pas de type séparatif, ce qui ne permet pas d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Une mise en conformité du réseau de collecte est attendue. L'exploitant devra en outre transmettre à l'inspection des installations classées le dernier rapport de contrôle périodique par un vérificateur agréé, le rapport de vérification de la conformité électrique des installations ainsi qu'un plan des risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : « L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] »
Constats : L'exploitant indique qu'aucun contrôle par un organisme agréé n'a été réalisé sur les 5 dernières années et n'est donc pas en mesure de fournir un rapport de vérification périodique. Ce manquement ayant déjà fait l'objet d'un signalement de l'inspection des installations classées à l'occasion d'une précédente visite sur une autre déchetterie du syndicat mixte en 2025, l'exploitant a lancé une campagne de contrôle début juillet sur tous ses sites. L'exploitant sera donc en mesure de transmettre le rapport de vérification de la société Alpes Contrôle dès réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra le rapport de vérification périodique des installations accompagné, le cas échéant, d'un échéancier de remise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation - Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. »</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il est constaté la présence d'une borne à huile à même le sol, en dehors de la dalle béton prévue pour la rétention. Des taches d'huiles sont visibles sur le bitume à proximité du réservoir.</p> <p>Il s'agit d'une borne équipée d'une cuve à double-peau et d'une jauge permettant d'évaluer le niveau de l'huile à l'aide d'un système de flotteur.</p> <p>L'exploitant explique avoir déplacé la borne pour des raisons pratiques afin de faciliter la visualisation du cadran permettant d'estimer le niveau de remplissage d'huile, ce qui ne constitue pas une justification satisfaisante.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra déplacer la borne à huile sur la dalle étanche prévue pour la rétention et repenser l'aménagement du site afin de rendre plus aisée la visualisation du niveau d'huile dans la borne.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – Entretien
Prescription contrôlée : <i>« Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications. »</i>
Constats : <p>La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en septembre 2024 par la société Apave.</p> <p>Le rapport est à transmettre à l'inspection des installations classées. L'exploitant indique que 6 remarques ont été relevées et que le pôle maintenance du SIMER est chargé de lever ces observations dans le courant du mois d'octobre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra dès à présent le dernier rapport de vérification des installations électriques, puis une justification de levée des conformités après intervention du pôle maintenance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé. »</i>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan de localisation des risques inhérents aux différentes parties de l'installation. Le plan de situation présenté n'est pas suffisant pour recenser la nature des risques.</p> <p>Sur site néanmoins, des pictogrammes sont en place pour prévenir les utilisateurs des dangers à proximité des locaux concernés.</p> <p>L'exploitant présente un classeur dans lequel sont disposées les fiches de sécurité des produits dangereux présents sur l'installation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra établir un plan de localisation des risques permettant de recenser les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : « L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;• des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »
Constats : Des consignes de sécurité sont affichées dans le local du personnel avec les numéros de téléphone des services de secours et du responsable à composer en cas de besoin. Un poteau incendie est présent à proximité du site. L'exploitant dispose de 6 extincteurs répartis à l'intérieur des locaux. La localisation de chacun des extincteurs, leur date de mise en service et la dernière vérification périodique (juin 2025) sont tracées dans un tableau tenu à disposition par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : « Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation. Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération, sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon. »
Constats : Le réseau de collecte n'est pas de type séparatif, ce qui ne permet pas d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Tous les écoulements du site sont canalisés et collectés avant rejet vers un séparateur d'hydrocarbure. Celui-ci a fait l'objet d'une intervention annuelle consistant au nettoyage de la cuve et au pompage des boues le 18 juin 2025 par la société Morlat Assainissement. Le volume de boue évacué est tracé via les bordereaux de suivi de déchets sur la plateforme Trackdéchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en conformité le réseau de collecte des eaux de son installation afin d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non-susceptibles d'être polluées. L'exploitant transmettra sous 3 mois le planning retenu pour les travaux de mise en

conformité.
Un plan du réseau de collecte des eaux sera transmis à l'inspection des installations classées à l'issue des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 mars 2012, annexe I, point 5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : <i>« Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après. »</i>
Constats : <p>L'exploitant dispose de kits anti-pollutions tels que des absorbants et sac étanches dans le local DDS.</p> <p>La procédure à appliquer en cas de déversement accidentel (version du 24/01/2024) est affichée dans le local technique : elle consiste à isoler le contenant sur une rétention en cas de fuite, d'appliquer l'absorbant sur le sol puis de le collecter dans un contenant de secours étanche avant traitement et élimination par la filière appropriée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite